

## **Cambadélis : «La modernité sera au coeur de l'élection présidentielle»**

**2007 Mondialisation, Europe, modèle social, immigration, communautarisme : «Le Figaro» entame aujourd'hui une série d'entretiens consacrés aux grands enjeux de la prochaine élection présidentielle. Jean-Christophe Cambadélis, député PS de Paris, proche de Dominique Strauss-Kahn, plaide pour «une nouvelle synthèse sociale- démocrate».**

*En quoi, à vos yeux, la présidentielle de 2007 sera-t-elle différente des précédentes ?*

Ce scrutin sera historique, comme l'ont été ceux de 1965, première élection du président de la République au suffrage universel direct, ou de 1981, avec l'arrivée de la gauche au pouvoir. Après une double présidence sans visage, il est évident que les Français voudront trancher quelques grands sujets.

Le premier sujet, c'est la question sociale. La droite proposera l'adaptation, la gauche est pour l'évolution. L'adaptation, c'est en fait la rupture avec le modèle social français, sommé de s'adapter au marché et aux valeurs anglo-saxonnes. La thématique rappelle le slogan de Guizot : «*Enrichissez-vous !*» L'évolution, c'est changer le modèle sans le renier, rechercher l'égalité réelle en pointant les précarités, multiplier les innovations et les protections tout en assurant un équilibre entre les deux.

*Cette différence de modèle social induit-elle une différence de modèle économique ?*

Bien sûr. Avec d'un côté la recherche d'une économie durable, pas seulement sur le plan écologique, mais aussi supportable socialement. Et de l'autre la poursuite d'une économie rentable, dont la rentabilité est évaluée à court terme, la circulation du capital permettant l'enrichissement. C'est un débat majeur. Car tout le monde sait qu'on ne peut pas continuer comme ça, mais on ne sait pas quelle idée force la France choisira entre ces deux options.

Nous n'échapperons pas non plus à un débat sur la représentation politique. Là aussi, deux options sont en présence. Après les années Chirac, il y a ceux qui veulent restaurer la V<sup>e</sup> République, retrouver le rôle initial du président de la République, bref, faire une pause dans l'évolution institutionnelle. On les trouve à la fois à droite et à gauche. L'autre option, c'est celle d'une démocratie partagée, avec la modernisation des institutions, l'instauration de la proportionnelle, un président acteur et responsable, la décentralisation, un Parlement à l'image de la France. En quelque sorte une V<sup>e</sup> République et demie...

*La question européenne a divisé la gauche au moment du référendum. Le débat va-t-il ressurgir en 2007 ?*

Pas seulement à gauche. Il y a, d'un côté, ceux qui privilégient une pause dans l'élargissement et l'approfondissement. C'est le cas de Nicolas Sarkozy, qui défend l'arrêt de l'élargissement et une vision française de l'Europe. De l'autre, ceux qui réclament une relance européenne. Au PS, la relance est réclamée par tous et elle se fera autour d'une Europe fédération d'Etats-nations.

*La gauche et la droite proposent-elles des modèles de société différents ?*

L'UMP prend acte de deux facteurs : le communautarisme, qu'il soit culturel, culturel ou sexuel, et le consumérisme. Et Nicolas Sarkozy dit : bâtissons une République qui prenne en compte le respect de ces communautés comme de l'aspiration au consumérisme. Le PS, lui, n'est plus libéral-libertaire : il

propose une liberté ordonnée, pour qu'à chaque instant on puisse «faire société», un vivre ensemble qui ne tue pas l'initiative individuelle. On le verra sur toutes les questions de société, qu'il s'agisse du mariage homosexuel et de l'homoparentalité ou de la sécurité.

*Vous parliez des différences en matière économique. Le sujet occupera-t-il une place importante dans la campagne ?*

Il y a une question qui dominera toute la campagne, c'est celle des finances publiques. Les deux camps auront la tentation de l'occulter. La droite parce que, pour elle, parler des déficits revient à parler de son bilan, dont Nicolas Sarkozy voudrait s'extraire. La gauche parce que son projet ne peut être financé que s'il y a croissance. Or, la plupart de ses candidats potentiels à la présidentielle se positionnent sur des thématiques sociales plutôt que sur la croissance économique. Seuls François Hollande et Dominique Strauss-Kahn évoquent la nécessité de créer de la croissance pour permettre de redistribuer les richesses. Si l'on persistait à l'occulter, l'opinion publique se chargerait de nous rappeler à l'ordre.

*C'est toute la question de la confrontation du socialisme au réel...*

La question de la modernité va tenailler cette présidentielle. L'enjeu, c'est l'ouverture d'un nouveau cycle. Le candidat de la droite n'aura connu ni la Seconde Guerre mondiale ni la décolonisation. Il sera un enfant du marché. A gauche, il y a de grandes chances que le candidat ne soit pas issu des années Mitterrand. A lui d'imaginer une nouvelle synthèse sociale-démocrate.

*Est-ce un handicap pour la gauche de ne pas savoir encore qui sera son candidat ?*

Dans une présidentielle, il y a les enjeux – que je viens de décrire – et il y a aussi la couleur. Cette couleur ne dépend pas seulement du candidat de la gauche, mais aussi de celui de la droite. Si Jacques Chirac n'avait pas eu ses ennuis de santé, et qu'il avait envisagé de se représenter, face à lui, un homme d'État s'imposait, c'était Lionel Jospin. Si Dominique de Villepin avait pris le meilleur sur Nicolas Sarkozy, la présidentielle aurait tourné autour du thème de la France et là, Ségolène Royal était une réponse possible, avec son nomadisme idéologique qui a toutes les France à sa main. S'il y avait eu deux candidats à droite, une candidature ancrée à gauche aurait eu son intérêt : la posture de Laurent Fabius aurait pu rassembler à gauche au premier tour. Face à Nicolas Sarkozy, il faut une social-démocratie renouvelée et Dominique Strauss-Kahn est celui qui l'incarne le mieux.

*La gauche peut-elle gagner la présidentielle ?*

Dans les sondages, elle remporte un succès d'estime, mais il n'y a pas d'adhésion parce que la gauche est émiettée. Les Français ne croient pas que les partis qui la composent soient capables de gouverner ensemble dans une période difficile. Or, aujourd'hui, on s'y prend mal. Chacun reste sur son quant-à-soi et le PS donne des coups de menton. Quant aux propositions de François Hollande visant à constituer une petite gauche PS-PRG-MRC dans une stratégie d'apparement, dont on perçoit mal le contenu, c'est une tentative de refaire une gauche plurielle qui n'est pas à la hauteur de la situation. Celle-ci nécessite d'embrasser toutes les gauches réalistes dans un même dessein.